

## ACTES DU GOUVERNEMENT

### MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

**DECRET n° 2006-76 du 31 mai 2006 portant modalités d'application de la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 portant dispositions spéciales en matière de naturalisation telle que modifiée par les décisions n° 2005-04/PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-10/PR du 29 août 2005.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 et la loi n° 2004-662 du 17 décembre 2004 ;

Vu la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 portant dispositions spéciales en matière de naturalisation telle que modifiée par les décisions n° 2005-04/PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-10/PR du 29 août 2005 ;

Vu le décret n° 2005-800 du 28 décembre 2005 portant nomination des membres du Gouvernement de transition ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-70 du 3 mai 2006 portant organisation du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

#### Section 1. — De la détermination des Bénéficiaires

Article premier. — Bénéficient de la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 portant dispositions spéciales en matière de naturalisation telle que modifiée par les décisions n° 2005-04/PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-10/PR du 29 août 2005, les personnes nées en Côte d'Ivoire de parents étrangers remplissant l'une des conditions suivantes :

— Etre âgé de moins de vingt et un ans révolus à la date du 20 décembre 1961 ;

— Etre né entre le 20 décembre 1961 et le 25 janvier 1973.

Bénéficient également de cette loi, les étrangers ayant leur résidence habituelle sans interruption en Côte d'Ivoire antérieurement au 7 août 1960.

Art. 2. — Les personnes ne pouvant produire aucun titre écrit pour justifier les qualités énumérées à l'article premier, ainsi que celles ayant commis des crimes ou délits contre l'autorité de l'Etat, sont exclues du bénéfice de la loi portant dispositions spéciales en matière de naturalisation.

#### Section 2. — De la procédure de naturalisation

Art. 3. — Toute demande en vue d'obtenir la naturalisation, en application de la loi portant dispositions spéciales en matière de naturalisation, est adressée au Président de la République sur papier ordinaire. Elle doit être motivée.

Elle est déposée au parquet du tribunal de Première Instance ou de la section de tribunal de résidence de l'intéressé.

Art. 4. — Le postulant joint à sa demande :

— Deux photos d'identité ;

— La copie intégrale de l'extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;

— Tous documents pouvant justifier de sa résidence en Côte d'Ivoire, notamment : extraits des rôles de contributions, certificats de travail, de scolarité ou de résidence, quittances de loyer, d'électricité, d'eau ou de téléphone ;

— Tous documents attestant de la qualité et des titres allégués ;

— Un extrait du bulletin numéro 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois.

Art. 5. — La demande accompagnée des pièces sus-indiquées, est reçue par le procureur de la République près le tribunal de Première Instance ou le substitut résident près la section de tribunal indiqué à l'article 3, qui en délivre immédiatement récépissé au postulant.

Une copie du récépissé est jointe au dossier.

Art. 6. — Le procureur de la République ou le substitut résident près la section de tribunal compétent transmet directement au ministre de la Justice, le dossier avec son avis, dans un délai maximum de quinze jours à compter de sa réception.

Art. 7. — En cas d'avis favorable, le ministre de la Justice transmet le dossier, accompagné d'un projet de décret, au Président de la République.

Dans le cas contraire, le ministre de la Justice transmet au Président de la République, le dossier avec son avis motivé de rejet de la demande de naturalisation.

En tout état de cause, le dossier doit être transmis au Président de la République dans un délai de trois mois à compter de la date du récépissé délivré au postulant lors du dépôt de sa demande.

#### Section 3. — Des effets de la naturalisation

Art. 8. — L'individu qui a acquis la Nationalité ivoirienne en application de la loi portant dispositions spéciales en matière de naturalisation jouit à dater du jour de cette acquisition de tous les droits attachés à la qualité d'ivoirien, sous réserve des incapacités suivantes :

— Pendant un délai de dix ans à partir du décret de naturalisation, il ne peut être investi de fonctions ou de mandats électifs pour l'exercice desquels la qualité d'ivoirien est nécessaire ;

— Pendant un délai de cinq ans à partir du décret de naturalisation, il ne peut être électeur lorsque la qualité d'ivoirien est nécessaire pour permettre l'inscription sur les listes électorales ;

— Pendant un délai de cinq ans à partir du décret de naturalisation, il ne peut être nommé à des fonctions publiques rétribuées par l'Etat, inscrit à un barreau, nommé titulaire d'un office ministériel ou exercer une profession libérale régie par un ordre national.

Art. 9. — Il est également soumis aux incapacités prévues par les lois spéciales.

Art. 10. — Le naturalisé qui a rendu à la Côte d'Ivoire des services exceptionnels ou celui dont la naturalisation présente pour la Côte d'Ivoire un intérêt exceptionnel, peut être relevé en tout ou partie des incapacités prévues ci-dessus par le décret de naturalisation ou par un décret ultérieur.

## Section 4. – Dispositions finales

Art. 11. – Le présent décret est applicable pendant une période de douze mois à compter de sa date de signature.

Art. 12. – Le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 31 mai 2006.

Laurent GBAGBO.

## DECRETS portant naturalisation.

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 ;

Vu le décret n° 61-425 du 29 décembre 1961 portant application de la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne ;

Vu le décret n° 88-450 du 21 avril 1988 portant naturalisation ;

Vu le décret n° 2005-800 du 28 décembre 2005 portant nomination des membres du Gouvernement de transiton ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu les demandes de naturalisation présentées par les intéressés ;

Vu les enquêtes effectuées et les avis émis,

## DÉCRETE :

DECRET n° 2006-167 du 22 juin 2006. – HAMZE Youssef, né le 4 octobre 1964 à Chihour (Liban), fils de HUSSEIN et de YATIM Hourié et ZOUAITER Hanadi son épouse, née le 27 juin 1973 à Baabda (Liban), fille de KAMAL et de AYOUB Leila, tous deux résidant à Abidjan, sont naturalisés ivoiriens.

Les effets de la naturalisation sont étendus de pleins droits aux enfants mineurs ci-après :

– HAMZE Mohamed, né le 26 novembre 1990 à El-Ghbayri (Liban) ;

– YOUSSEF Mehdi, né le 24 mars 1994 à Abidjan ;

– HAMZE Hiba Youssef, né le 24 mai 1999 à Abidjan.

DECRET n° 2006-168 du 22 juin 2006. – CHAABAN Kamal, né le 29 décembre 1970 à Khorbet Selm au Liban, fils de CHAABAN Kamel et de CHAABAN Alié et MAJED Rana son épouse, fille de AHMAD et de Ibtissam, résidant à Abidjan sont naturalisés ivoiriens.

Les effets de la naturalisation sont étendus de plein droit aux enfants mineurs ci-après :

– CHAABAN Rim, née le 10 novembre 2000 à Beyrouth au Liban ;

– CHAABAN Hadi, né le 8 février 2002 à Abidjan ;

– CHAABAN Adam, né le 11 novembre 2005 à Abidjan Plateau.

DECRET n° 2006-169 du 22 juin 2006. – KAAIK Ibrahim Jaafar N., né le 9 novembre 1970 à Abidjan Plateau, fils de KAAIK Jaafar et de FADEL Safiée et FADEL Khoulood son épouse née le 4 mars 1980 à Abbassieh au Liban, fille de Mohamad et de Leila résidant à Abidjan, sont naturalisés ivoiriens.

Les effets de la naturalisation sont étendus de plein droit aux enfants mineurs ci-après :

– KAAIK Tala, née le 23 mars 1999 à Abidjan Marcory ;

– KAAIK Tania, née le 10 avril 2004 à Abidjan Cocody ;

– KAAIK Khoulood, née le 30 avril 2005 à Abidjan Cocody.

DECRET n° 2006-170 du 22 juin 2006. – SALAME Hussein, né le 1<sup>er</sup> novembre 1941 à Kana, Tyr au Liban, fils de Ali et de Dibé et Hyham OBBALLAH son épouse, fille de OBBALLAH Ali Ibrahim et de BEYDOUN Naïmé, résidant à Abidjan sont naturalisés ivoiriens.

Les effets de la naturalisation sont étendus de plein droit aux enfants mineurs ci-après :

– SALAME Haysam, né le 23 juillet 1986 à Abidjan Marcory ;

– SALAME Rami, né le 17 septembre 1991 à Abidjan Marcory ;

– SALAME Noura Hussein, née le 15 juin 2000 à Abidjan Marcory.

DECRET n° 2006-171 du 22 juin 2006. – BOURJI Nasser, né le 17 octobre 1976 à Rmadié au Liban, fils de Hassan et de BOURJI Nazmié et SAYEGH Sada son épouse, née le 19 janvier 1979 à Abidjan, fille de SAYEGH Ali El Abd et de AMER Mariam, résidant à Abidjan sont naturalisés ivoiriens.

Les effets de la naturalisation sont étendus de plein droit aux enfants mineurs ci-après :

– BOURJI Hassan, né le 18 août 1999 à Abidjan Cocody ;

– BOURJI Hussein, né le 8 septembre 2001 à Abidjan-Cocody.

DECRET n° 2006-172 du 22 juin 2006. – AMER Ahmad, né le 14 février 1961 à Kana au Liban, fils de Abdul-Hassan et de Hanié, résidant à Abidjan, est naturalisé ivoirien.

Les effets de la naturalisation sont étendus de plein droit aux enfants mineurs ci-après :

– AMER Dounia, née le 8 juillet 1989 à Abidjan Plateau ;

– AMER Nour, née le 17 juin 1991 à Abidjan Plateau ;

– AMER Fatmé, née le 30 juin 1995 à Abidjan Cocody ;

– AMER Mohamed Ali Stéphane, né le 2 octobre 2000 à Abidjan Cocody.

DECRET n° 2006-173 du 22 juin 2006. – Patrick NOUH, né le 7 avril 1971 à Man en Côte d'Ivoire, fils de Elie NOUH et de Awovi Dzatouga Charity POTAKEY, résidant à Abidjan est naturalisé ivoirien.